

À Sydney, ce que le quartier Redfern refuse d'oublier des enfances aborigènes volées



À trois kilomètres à peine du centre de Sydney, le quartier de Redfern s'étire le long des rails et des souvenirs. Aujourd'hui, il compte un peu moins de 14 000 habitant-es, une population en légère baisse selon les derniers recensements. Le quartier change : les loyers grimpent, les murs se rénovent, mais l'histoire, elle, ne s'efface pas. Car dans le quartier de Redfern, à Sydney, la mémoire des *Stolen generation* (Génération volée) ne se conserve pas sous verre : elle s'écrit à la craie, s'enregistre sur cassette, s'imprime dans les corps. Ceux qu'on a voulu faire taire ont forgé leurs propres récits contre les silences de l'État, contre l'effacement, contre le temps. Ici, la parole est politique, communautaire, obstinée. Alors que l'Australie officielle multiplie les excuses, Redfern continue de parler. Et ce qu'il dit, c'est que la mémoire, quand elle est construite par ceux qui l'ont vécue, devient un outil de veille et d'éveil.

Roz M. s'installe lentement sur le banc, le dos droit, les mains jointes sur les genoux comme pour y retenir quelque chose. Devant nous, le mur d'une école primaire affiche une fresque d'enfants dansant autour d'un soleil, éclat trop vif dans une histoire assombrie. « *J'ai été arrachée deux fois* », dit-elle, la voix grave. « *Une première fois à ma mère. Et une deuxième, quand on m'a appris à me taire.* »

Que sont les Stolen Generations ?

Entre 1910 et 1970, des dizaines de milliers d'enfants aborigènes et insulaires du détroit de Torres ont été retirés de force à leur famille, placés dans des institutions ou chez des familles blanches. Cette politique visait l'assimilation culturelle, sous couvert de "protection". Le rapport Bringing Them Home (1997) a qualifié ces pratiques de violations massives des droits humains.

Parler pour ne pas disparaître

Roz fait partie des Stolen Generations, ces enfants aborigènes retirés de force à leur famille entre 1910 et 1970 au nom d'une politique d'assimilation. Mais sa voix, elle, n'a pas été effacée. Elle l'a retrouvée tard, en même temps que d'autres femmes, dans des cercles de parole improvisés, puis sur scène, dans les musées, dans les rassemblements culturels. « *On nous appelait les oubliées. Mais l'oubli, c'est un outil de l'État. Pas de nous. Nous, on se souvient trop.* » Elle a 63 ans. Elle dit ses poèmes en public depuis seulement dix ans. Dans ses textes, les dates se mêlent aux cris, les endroits oubliés réapparaissent sur la carte, et la douleur ne cherche plus à s'expliquer. Elle s'écoute.

Dans les rues de Redfern, ces récits ne sont pas exceptionnels. Ils sont la trame invisible de la ville. Declan J., 18 ans, n'a pas connu le placement forcé, mais il porte son empreinte. Son grand-père a été élevé dans une mission¹. Sa mère, dans un foyer catholique. Lui, il écrit : des vers courts, percutants, en anglais mêlé d'expressions en *Wiradjuri*, la langue de sa famille. Il les peint aussi, parfois, à la craie sur les trottoirs. « *C'est une façon de parler à ceux qui sont partis sans dire au revoir. Et aussi de dire à ceux qui restent : je suis là. On est encore là.* »

Parler. C'est le verbe qui revient. Pas comme dans les discours, mais comme dans un combat. Dans les témoignages recueillis à Redfern, la parole a une densité différente : elle ne cherche pas à convaincre, elle s'impose comme une nécessité. June T., archiviste communautaire, garde dans son garage une centaine de cassettes audio, des bandes datant des années 1980 où des anciens racontent ce qu'ils n'ont jamais osé dire ailleurs. « *À l'époque, personne n'écoutait. Maintenant qu'ils ne sont plus là, on tend l'oreille. C'est tragique, mais au moins on les entend.* »

Il y a aussi les silences. Ces absents qui occupent toute la pièce. Toby W., jardinier à la retraite, garde dans son potager des plants d'eucalyptus "*descendants*" d'arbres sacrés, racontant à qui veut les écouter l'histoire de ses frères disparus. Il a 74 ans, ne lit pas, n'écrit pas, mais connaît par cœur les dates, les noms, les lieux. « *J'ai pas besoin de papier pour me rappeler qu'on m'a volé mes dimanches.* »

Ces voix, longtemps tenues à l'écart des récits officiels, se répondent, se renforcent. Elles ne parlent pas que du passé. Elles parlent du présent qu'on vit encore comme une fracture. L'enfance volée est devenue une langue à part entière, qui s'apprend dans les familles, dans

¹ En Australie, une "mission" désigne une institution religieuse (souvent chrétienne) destinée à accueillir et assimiler les enfants aborigènes. Elles étaient souvent situées en zones rurales et visaient à effacer la culture, la langue et les pratiques autochtones, sous prétexte de protection.

les cercles d'écoute, dans les ateliers d'écriture. La douleur s'y transmet, mais avec elle, un instinct de veille. Une manière d'habiter le monde sans plier.

Quand Noah A. prend la parole, c'est souvent pour deux. À côté de lui, Marlene F. hoche la tête, complète, rectifie. Tous deux ont vécu en foyer. Ils racontent ensemble, comme pour reconstituer ce que chacun a perdu. « *On croyait être seuls. Maintenant on sait qu'on est une voix collective. Pas un chœur, non. Trop de désaccords. Mais une vibration.* »

À Redfern, cette vibration est partout. Elle passe par les murs tagués, les ondes des radios communautaires, les livres qu'on se transmet. Ce n'est pas une "*mémoire orale*" comme on dit dans les rapports. C'est une reconquête. Et elle commence toujours par un nom.

Redfern, capitale d'un pays qui ne veut pas se voir

Il suffit de descendre à la station Redfern pour sentir que quelque chose résiste ici. Ce n'est pas une question de folklore. Ce n'est pas un quartier figé dans la douleur, mais un territoire vibrant où la mémoire a appris à se battre. En Australie, Redfern est devenu le cœur battant d'une contestation enracinée : un quartier où l'histoire officielle se réécrit à voix haute, dans les rues, les ondes et les gestes.

Redfern, quartier-symbole de Sydney

Redfern est un quartier situé au sud de Sydney, historiquement peuplé par des familles aborigènes déplacées de force. Dans les années 1970, il devient un haut lieu de contestation : santé, éducation, logement, culture. On y crée la première clinique contrôlée par des Aborigènes, la radio communautaire Radio Redfern, des collectifs féminins radicaux.

Aujourd'hui menacé par la gentrification, Redfern reste un bastion de la mémoire et de l'activisme.



Dans les années 1970, c'est ici qu'a été créée la première organisation de santé contrôlée par des Aborigènes du pays. La Redfern Aboriginal Medical Service, fondée en 1971, a bouleversé les codes. Elle ne soignait pas seulement des corps : elle réparait un tissu social méthodiquement déchiré. Elle fut suivie de près par des initiatives éducatives, juridiques, syndicales. Redfern est ainsi devenu un laboratoire d'autodétermination.

Le quartier, enclavé à l'époque par une politique d'exclusion urbaine, s'est transformé en capitale d'un contre-pouvoir. Dans un pays qui tarde à reconnaître ses crimes structurels, Redfern a refusé d'attendre. Il a pris la parole. Et il l'a amplifiée.

Au micro, une voix féminine s'élève : celle de Maureen Watson, poétesse, militante, animatrice. Dans les années 1980, elle était l'une des figures de Radio Redfern, émettant depuis un petit studio bricolé dans une maison communautaire. Avec Tiga Bayles, elle a construit bien plus qu'un programme : une archive sonore de la lutte, un espace où la voix aborigène échappait enfin au filtre colonial. Radio Redfern n'était pas seulement une radio : c'était un outil de survie, d'éducation, de cohésion. On y parlait des lois, des violences policières, des disparitions. On y diffusait de la musique, des rires, des silences aussi, ceux qui marquent les absents.

Cette radio, éphémère mais fondatrice, a formé une génération entière de journalistes et d'artistes engagés. Elle a donné naissance à d'autres projets, comme *2SER Skid Row*, une station communautaire où les collectifs autochtones produisaient leurs propres émissions. Les voix féminines y dominaient. Non par stratégie, mais parce que ce sont elles qui tenaient les murs.

Dans un carton conservé à l'Université de Technologie de Sydney, on retrouve des enregistrements de *"Razor's Edge"*, un programme mené par un collectif radical de femmes aborigènes. C'était brut, frontal, sans compromis. *"On n'est pas là pour vous plaire"*, disait

l'intro. Aujourd'hui, Redfern continue de parler. Mais la forme a changé. Les micros sont devenus des téléphones. Les studios, des cuisines. Il s'agit de transmettre sans attendre d'autorisation.



Sur Eveleigh Street, là où se dressait autrefois le Block, haut lieu du logement communautaire aborigène, démoli depuis, une fresque géante rappelle ceux qui ont lutté. Les visages sont familiers aux habitants, mais presque anonymes au reste du pays. C'est l'un des paradoxes de Redfern : centre incandescent d'une mémoire vive, mais invisibilisé par une nation qui redoute son propre reflet.

Le quartier ne cherche pas à être décoratif. Il rend la colonisation tangible, comme une mécanique toujours active. L'embourgeoisement progressif de la zone menace ce fragile équilibre. Certains commerces arborent des logos *"Blak² Lives Matter"* pendant que les loyers flambent. Le danger, ici, n'est pas l'oubli : c'est la récupération. *"Pourquoi a-t-on besoin de tant de centres culturels pour se souvenir qu'on est encore là ?"*

² *"Blak"* est une orthographe choisie par certains artistes et militants aborigènes australiens, notamment Destiny Deacon, pour se démarquer du mot *"Black"* imposé par les colonisateurs. Ce choix permet de revendiquer une identité propre, distincte de celle des populations africaines ou afrodescendantes, et de dénoncer les clichés et les récits écrits sans eux.

demande Marlene F., assise sur une chaise en plastique, entre deux pots de menthe poivrée.

Redfern, aujourd'hui, compte environ 13 000 habitants. La population aborigène y représente encore plus de 5 %, soit près de dix fois la moyenne nationale australienne. Le quartier, situé à moins de trois kilomètres du centre de Sydney, a vu sa population décliner au début des années 2000, avant d'être stabilisée par les investissements publics et l'arrivée de nouveaux habitants plus aisés. En parallèle, de nombreuses familles aborigènes ont été poussées vers la périphérie, fragilisant les solidarités communautaires historiques .

Là est peut-être la vraie force de Redfern : ce n'est pas un monument figé. C'est un espace qui respire, qui parle et qui se transforme, sans jamais oublier d'où il vient.

Que reste-t-il d'un “Sorry” sans justice ?

Le 13 février 2008, l'Australie s'est arrêtée. À la tribune du Parlement, le Premier ministre Kevin Rudd prononce un mot que ses prédécesseurs ont esquivé pendant des décennies : “Sorry”. Un simple mot, répété, appuyé, entouré de silences solennels. Une reconnaissance officielle des torts causés aux Stolen Generations. Ce jour-là, des familles se prennent dans les bras, une brèche s'ouvre.

Seize ans plus tard, les mots résonnent encore, mais leur écho s'est creusé. [Le rapport *Bringing Them Home*, publié en 1997](#), recommandait déjà des réparations concrètes : compensation financière, accès à des soins psychologiques, soutien communautaire, réforme des lois sur la protection de l'enfance. Très peu de ces recommandations ont été intégralement appliquées. Un programme national d'indemnisation a bien été créé en 2022 dans le cadre du “*Stolen Generations Reparation Scheme*”, mais il ne concerne que les survivants de certains États et ne couvre pas toutes les situations. [Le montant d'indemnisation va jusqu'à 75 000 dollars australiens](#). Les excuses sont là. Les systèmes, eux, changent lentement ou pas du tout.



Rob Ayling, directeur de la communication auprès du Gouverneur général à Canberra, ne le nie pas. *“L’institution a pris du retard, admet-il. Mais nous tentons d’agir, à notre échelle, pour encourager les dialogues, les initiatives locales, la reconnaissance des cultures.”* Il cite les cérémonies de bienvenue, les collaborations avec des aînés aborigènes, les visites régulières dans les communautés. Des gestes sincères, parfois puissants. Mais des gestes, tout de même.

À quelques kilomètres de là, dans leurs chics bureaux, un membre de l’office des Premières Nations parle d’un *“basculement générationnel”*. Pour lui, la jeunesse australienne grandit avec une conscience accrue des violences passées. *“Mais cette conscience doit s’accompagner de structures nouvelles. L’histoire ne suffit pas à faire société.”* Il évoque la proposition récente de créer une Voix autochtone au Parlement, rejetée par référendum en 2023³. *“Un échec national”*, dit-il. Et un signal amer pour beaucoup.

À Redfern, on ne commente plus vraiment les discours. On les écoute de loin, avec un mélange de lassitude et de lucidité. *“Les excuses ? Elles arrivent toujours après les enterrements”*, souffle Roz M. Pour elle, comme pour tant d’autres, le temps de la compassion est clos. Ce qu’il faut maintenant, ce sont des systèmes de justice capables de réparer sans reproduire.

La loi continue pourtant de frapper. En 2023, [plus de 22 000 enfants aborigènes étaient encore placés en dehors de leur foyer familial](#). Une proportion alarmante : les enfants autochtones représentent environ 6 % de la population australienne infantile, [mais plus de 40 % des enfants placés](#). Ce chiffre n’a cessé d’augmenter depuis les années 1990. En 1997, le rapport *Bringing Them Home* dénonçait déjà un « second vol », celui des générations post-excuses. Aujourd’hui, les motifs avancés pour ces placements concernent souvent la pauvreté, la consommation d’alcool ou l’instabilité parentale. Mais [dans un pays où un foyer aborigène sur trois vit sous le seuil de pauvreté](#), ces critères deviennent des pièges structurels. Ce ne sont pas les violences qui sont punies, c’est la précarité. On parle désormais d’une *“nouvelle génération volée”*.

“Ils disent ‘Never Again’ et ils recommencent”, résume Noah A., les yeux fixés sur la cour de récréation voisine. Rien n’a changé ? Ce serait faux. Mais tout change trop lentement et jamais en profondeur. Les politiques de réparation ont été inégalement appliquées selon les États et Territoires. Seuls la Tasmanie et le Territoire du Nord ont mis en place un système de compensations financières, souvent perçues comme insuffisantes. La Nouvelle-Galles du Sud, où se trouve Redfern, n’a toujours pas instauré d’indemnisation systématique pour les familles touchées.

³ La « Voix » était un projet d’organe consultatif national composé d’Australiens autochtones, chargé de conseiller le Parlement sur les lois et politiques les concernant. [Lors du référendum du 14 octobre 2023, cette réforme constitutionnelle a été rejetée par plus de 60 % des électeurs](#), et n’a obtenu la majorité dans aucun État, ce qui a entraîné son échec.

Et pourtant, les Australiens savent reconnaître un tournant. En 2008, [à l'occasion des 70 ans de la radio publique ABC, un grand sondage est organisé](#) : la chaîne demande à ses auditeurs de désigner le discours australien le plus marquant de tous les temps. Arrive en tête un texte politique puissant : celui prononcé à Redfern par le Premier ministre Paul Keating, le 10 décembre 1992 : [le Redfern Speech](#). Ce jour-là, pour la première fois, le chef du gouvernement admet publiquement que la colonisation a détruit des cultures, volé des enfants, ruiné des communautés entières. Ce discours, tenu dans un quartier à forte majorité aborigène, face à un public parfois hostile, est aujourd'hui considéré comme une pierre angulaire de la mémoire collective nationale, au même titre, selon les votants, que le "*I Have a Dream*" de Martin Luther King ou le Sermon sur la montagne de Jésus.

Et pourtant, trente ans plus tard, les mots restent mais les politiques, elles, peinent à suivre.

Certains acteurs institutionnels essaient. Ils écoutent, forment, ouvrent des espaces. Mais même les mieux intentionnés sont confrontés à une architecture coloniale rigide, où la bonne volonté ne suffit pas à démanteler l'héritage. Dans les rues de Redfern, ces contradictions se lisent dans les murs tagués, dans les centres culturels saturés de demandes, dans les files d'attente pour des aides juridiques ou psychologiques.

Chaque 26 mai, lors du National Sorry Day, les drapeaux sont hissés, les discours relus, les larmes honorées. Mais l'écart reste béant entre la solennité du souvenir et la réalité des familles toujours fragilisées. Redfern le rappelle sans relâche : tant que les politiques de placement, les coupes budgétaires, les expulsions et les violences policières persistent, les excuses resteront des monuments creux.

On le ressent, la tension reste en toile de fond.

Les jeunes générations, qu'elles soient aborigènes ou non, refusent l'amnésie comme ligne de départ. Dans les lycées, des professeurs créent des modules sur les Stolen Generations. Dans les festivals, des musiciens évoquent les enfances perdues. Dans les cours de droit, des étudiant-es demandent à travailler sur les affaires non résolues liées aux disparitions. Ce n'est pas encore une révolution. Mais c'est un mouvement. Un pas.

Declan, lui, continue d'écrire. Il dit qu'il veut "*craquer les vitres, pas les murs*". Ses poèmes s'écoutent plus qu'ils ne se lisent. Ils parlent d'identité sans folklore, de douleur sans pathos, de futur sans illusion. À la fin de l'un d'eux, il dit : "*On n'a pas besoin que l'État nous regarde. On a besoin qu'il arrête de nous saigner.*"

C'est peut-être là que se joue le vrai tournant : dans la capacité à construire malgré tout sur les ruines, dans les marges, entre soi. À Redfern, on ne demande plus la permission de se souvenir. On s'organise pour transmettre plus vite que l'effacement.

Adelina Lambreva

Les prénoms ou détails personnels ont été modifiés ou abrégés à la demande des personnes interrogées. Ce choix d'anonymat n'enlève rien à la véracité ni à la portée de leurs paroles.

Par ailleurs, aucune photo de survivant-es ou de leurs proches n'accompagne ce reportage : dans les communautés aborigènes, la représentation visuelle est encadrée avec soin, en particulier lorsqu'il s'agit d'images diffusées en dehors du cercle communautaire ou après un décès. Refuser d'être photographié, c'est garder la main sur son image, son histoire, sa présence. Et cela aussi, c'est une forme de résistance à respecter.

Pour aller plus loin...

FILM - *The Last Daughter*, documentaire réalisé par Brenda Matthews (2022)

Brenda a été arrachée à sa famille aborigène et placée dans un foyer blanc avant d'être rendue, sans explication, des années plus tard. Ce film bouleversant suit son enquête personnelle pour comprendre ce qui lui est arrivé, et pour recoller les morceaux d'une histoire que personne ne lui a racontée. À travers sa quête, c'est toute une mémoire collective qui remonte à la surface.

LIVRE - *Growing Up Aboriginal in Australia*, sous la direction d'Anita Heiss (2018)

Cinquante récits intimes, souvent courts, toujours marquants. Des femmes, des hommes, des adolescent-es racontent ce que cela signifie de grandir aujourd'hui en tant qu'Aborigène en Australie. Une polyphonie qui mêle humour, douleur, fierté et lucidité. Un ouvrage accessible pour comprendre la complexité des identités autochtones.

[RESSOURCE WEB - National Sorry Day – ABC Education](#)

Chaque 26 mai, l'Australie marque le National Sorry Day, journée de reconnaissance et de mémoire pour les Stolen Generations. Ce site pédagogique propose des vidéos, témoignages, archives et ressources claires pour comprendre ce que cette journée signifie, et pourquoi elle reste aussi essentielle aujourd'hui.